

Le passé en tant que prologue

Le réalisme et l'avenir de la politique américaine de sécurité

JAMES WOOD FORSYTH JR., PHD*

Le réalisme est mort ; c'est du moins ce qu'on nous dit. Les événements survenus au cours des 20 dernières années tendent d'ailleurs à confirmer l'adage en vogue selon lequel « nous vivons dans un monde entièrement nouveau ». Alors que certains ont proclamé la mort de la politique du plus fort, il est bon de se rappeler que ce n'est pas la première fois que nous entendons tout cela. Au cours des 60 dernières années et plus, le réalisme a eu sa place au soleil. Aux États-Unis, le réalisme apparut initialement dans l'entre-deux-guerres en réaction à ce que certains considéraient comme les échecs de l'internationalisme du président Woodrow Wilson. Lorsque parut en 1954 la deuxième édition de l'ouvrage de Hans Morgenthau *Politics among Nations*, ces idées avaient été discréditées. Pendant les années 1970, marquées par la pénurie d'essence et une longue guerre infructueuse au Viêt-Nam qui déchira l'Amérique, l'incapacité des responsables politiques de concevoir comme il convenait les événements mondiaux en conduisit beaucoup à poursuivre d'autres alternatives. Les changements survenus dans les domaines économique, politique et social conduisirent à l'ascension de thèmes tels que les relations politiques transnationales, l'interdépendance internationale et l'économie politique. Chacun d'eux permit aux perspectives autres que réalistes de se faire une place importante.

L'incapacité des responsables politiques d'expliquer de façon satisfaisante, d'anticiper voire même d'imaginer les changements planétaires pacifiques, ouvrit la voie à une nouvelle phase de réflexion. De nombreux responsables politiques d'aujourd'hui articulent leurs politiques autour de la démocratie, la considérant comme la force historique derrière la paix apparente qui règne parmi les principales puissances mondiales. Jadis un sujet obscur de discussion entre universitaires, la

*James Wood Forsyth Jr. est actuellement professeur d'études de sécurité nationale à la *School of Advanced Air and Space Studies* – SAASS, Maxwell AFB, Alabama. Il obtint son doctorat à la Josef Korbel School of International Studies de l'université de Denver. Il a publié des articles sur la rivalité des grandes puissances, l'intervention et les questions nucléaires.

démocratisation apparut au premier plan au cours des années Clinton et a défini le rôle de l'Amérique dans le monde depuis lors. « L'Amérique croit en la démocratie » est plus qu'un slogan. Les guerres en Afghanistan et en Irak marquèrent le début d'un projet de démocratisation d'une ampleur gargantuesque mais, si le passé donne une idée de ce que pourrait être l'avenir, il ne faudra pas attendre longtemps avant que les responsables politiques commencent à remanier leur réflexion en l'articulant autour du réalisme. On peut déjà observer des signes de renaissance du réalisme au sein du gouvernement, où les initiés demandent que soit mis fin aux guerres, et dans les autres pays qui décrient l'aventurisme américain¹. Compte tenu de l'importance de l'enjeu, il est temps pour les stratèges et les responsables politiques de réexaminer le réalisme de crainte qu'il ne soit rejeté d'emblée.

Dès les premiers moments de l'histoire documentée, la pensée réaliste a dominé l'étude et la pratique de la politique internationale². Depuis l'époque de Thucydide, les réalistes n'ont jamais perdu de vue le fait que nous vivons dans un monde d'états, grands et petits, qui doivent être sur leurs gardes³. Pour paraphraser Thucydide, « les forts agissent tel qu'ils le veulent et les faibles souffrent tel qu'ils le doivent ». Dans un monde ainsi fait, où n'existe aucun gouvernement mondial protégeant un état des intentions préjudiciables que nourrissent d'autres états à son encontre, la règle du jeu est la survie. Par conséquent, l'essence de toute politique de sécurité est la protection et la préservation de l'état lui-même. Le présent article examine d'un œil critique le réalisme et ses liens avec la politique de sécurité nationale. Plutôt que de se focaliser sur des auteurs réalistes pris individuellement, il synthétise leurs idées pour donner une interprétation générale de cette position et les intègre aux liens symbiotiques solides qui existent entre réflexion réaliste et politique de sécurité nationale⁴. Cet article expose les grandes lignes de l'argument réaliste et se concentre sur quatre prémisses (états, anarchie, intérêts et force) et illustre les différences fondamentales entre le réalisme et les autres perspectives. La troisième section évalue l'utilité du réalisme en termes de formulation des questions de sécurité persistantes et la dernière examine l'avenir de la réflexion réaliste relativement à la formulation des questions de sécurité qui émergent.

Qu'est-ce que le réalisme ?

Le réalisme est la tradition théorique dominante qui définit l'étude de la politique internationale. Il part d'une vue pessimiste de la nature humaine, que Thucydide capture dans sa description des événements de la guerre du Péloponnèse. Sa majestueuse histoire suggère que la nature humaine conduit les hommes à abroger les « lois générales de l'humanité », même lorsque ces actions risquent de nuire non seulement aux coupables mais aussi aux innocents⁵. Pourquoi ? Parce

que les peuples ne sont pas guidés par la seule raison mais par la raison *et* la passion, et c'est la passion qui les conduit au conflit et à la guerre. Ce point mérite d'être souligné : que la raison puisse tempérer la passion n'est jamais mis en cause ; la question est plutôt qu'on ne peut jamais être trop certain que la raison tempèrera *toujours* la passion⁶. Pour ceux que la compréhension de la sécurité nationale intéresse, la leçon est simple et les implications considérables. Les états doivent être constamment sur leurs gardes, non parce que les hommes d'état ne sont jamais honorables et pacifiques mais parce qu'ils peuvent à tout moment devenir dépourvus d'honneur et belliqueux.

Le pessimisme rencontré dans le réalisme lui donne certainement un ton de sinistrose. Pessimisme et fatalisme ne sont toutefois pas la même chose et les réalistes peuvent en fait être extrêmement optimistes sur certains sujets mais au cœur de la réflexion réaliste est la notion d'imperfection du genre humain⁷. Le monde est ce qu'il est et les analystes doivent le prendre en tant que tel. S'améliorera-t-il un jour ? Il y a peu de chances. Pourquoi ? Parce que l'homme est ce qu'il est, c'est-à-dire une créature passionnée, capable de discerner le bien du mal et suffisamment perspicace pour savoir qu'il doit toujours se couvrir.

Alors que le pessimisme réaliste peut décrire fidèlement la condition humaine, il ne capture pas l'essence de la politique internationale. Après tout, dans la vie internationale, ce sont les états, pas les hommes, qui comptent le plus. C'est la raison pour laquelle certains réalistes font tout pour minimiser l'importance de l'homme lui-même. Kenneth Waltz, dans ce qui est considéré comme l'ouvrage ayant joué le rôle le plus important dans le renouveau du réalisme, *Theory of International Politics*, ne fait pas figurer éthique, justice ni moralité parmi les entrées d'index⁸. De même, John Herz est catégorique quant à la façon dont son réalisme diffère de celui de Morgenthau qui, comme Thucydide, « considère l'agressivité innée de l'homme comme la cause principale de la politique de la force⁹ ». Le comportement humain peut représenter un motif de conflit et de guerre mais c'est la nature anarchique de la vie internationale qui reste une condition indéniable conduisant au conflit, même en l'absence d'agressivité humaine.

Que le conflit provienne de la nature de l'homme ou de celle de la politique internationale, ou des deux, reste impossible à prouver ; une chose est toutefois certaine : les états agissant de façon anarchique doivent se tenir sur leurs gardes. Dans la mesure où les états et l'anarchie jouent des rôles capitaux dans la réflexion réaliste, il convient d'être clair quant à leur signification. Un état est ce que nous appelons d'ordinaire un pays. Le Costa Rica, la Russie, la Finlande constituent de bons exemples. Les états ont quatre caractéristiques essentielles : un territoire, une population, un gouvernement et la souveraineté. Le territoire, la population et le gouvernement se passent d'explication. La souveraineté se réfère à la capacité d'un

état de mener des politiques intérieure et étrangère sans immixtion extérieure excessive. Cela ne signifie pas qu'un état peut agir selon son bon plaisir. Au contraire, alors que tous les états profitent d'une certaine autonomie, les grandes puissances peuvent faire plus que les états plus faibles. Elles tendent donc à bénéficier d'une plus grande liberté d'action. Pourtant, aucun état, même les plus puissants, ne peut toujours faire tout ce qu'il veut. Des limites sont imposées aux états, quelle que soit leur puissance, quant à ce qu'ils peuvent faire dans le reste du monde.

De même, l'anarchie ne signifie pas le chaos ou l'absence complète d'ordre. Le terme se réfère simplement à une absence de règle ou d'un ordre hiérarchique basé sur une subordination et une autorité officielles. Un ordre considérable règne dans un système international anarchique mais cet ordre n'est pas l'ordre hiérarchique qui caractérise la vie politique intérieure¹⁰. Les choses étant ce qu'elle sont, les conséquences de l'anarchie peuvent être graves. Dans la mesure où il n'existe pas de plus haute autorité à laquelle les états peuvent en appeler, les hommes d'état doivent penser en termes de sécurité d'abord.

Aussi bonnes que puissent être leurs intentions, les responsables de la sécurité nationale doivent tenir compte du fait que, en l'absence d'un gouvernement mondial, les états doivent assurer leur propre protection. Cela veut dire qu'ils doivent mobiliser leur force ou celle d'amis et alliés qui les soutiendront et les défendront. Toutefois, de telles mesures, même lorsqu'elles sont prises dans des buts purement défensifs, apparaîtront menaçantes à d'autres, qui seront forcés de réagir de la même manière. Ce phénomène interétatique est généralement appelé le « dilemme de sécurité » et il explique suffisamment bien les raisons pour lesquelles des courses aux armements se produisent et certaines guerres se déclenchent¹¹.

Le risque de violence dans le système international est tellement grand que les états doivent classer leurs intérêts par ordre de priorité. Les intérêts se présentent sous de nombreuses formes¹². La paix, la prospérité et la liberté en sont de bons exemples et, alors que la paix, la prospérité et la liberté pourraient être dans l'intérêt de *la plupart* des états, la survie est l'intérêt de *tous* les états¹³. Le moyen de garantir la survie est la force. Le genre de force nécessaire peut être difficile à définir. Par exemple, pendant les années 1970, un groupe d'états moyen-orientaux relativement petits paralysa le monde industrialisé grâce au contrôle que ces états exerçaient sur l'accès au pétrole. Étaient-ils forts ? Cela dépend de ce qu'on entend par force. De même, les terroristes d'aujourd'hui semblent tirer une force considérable de leurs actes ignobles mais sont-ils aussi forts que certains paraissent le penser ? On apporte un début de réponse en reconnaissant ce que la force peut et ne peut accomplir dans la vie internationale. Les réalistes pensent que la force clarifie la politique internationale dans la mesure où elle établit un monde d'états forts et faibles. Pour eux, la répartition des moyens militaires dans le monde rend

les différences entre les états saisissantes et, ce faisant, conditionne le système international, établissant un ensemble informel de règles qui mettent un certain ordre dans un monde désordonné.

La guerre froide peut nous aider à comprendre ce dernier point. Ce qui la maintint « froide » fut l'équilibre des forces entre l'Union Soviétique et les États-Unis. Bien qu'étant loin d'assurer une paix parfaite (plusieurs conflits sanglants par adversaires interposés se déroulèrent pendant cette période), l'équilibre des forces entre les deux grandes puissances permit à la vie internationale de continuer sans guerre nucléaire cataclysmique. Il est d'ailleurs difficile d'imaginer les guerres du Golfe et la guerre de Yougoslavie se produisant pendant la guerre froide. Pourquoi ? Les superpuissances, par l'emploi de menaces ou de la force, ne les auraient jamais laissées se produire.

Quel que soit ce qu'on entend par force, il est important de faire remarquer qu'elle est fongible et relative. La fongibilité se réfère à la facilité avec laquelle des moyens employés dans une zone en jeu peuvent l'être pour résoudre les problèmes qui se posent dans d'autres zones en jeu. Si on se place dans une perspective de sécurité nationale, la force militaire reste la plus fongible de tous les instruments, y compris économique, diplomatique et d'information. Lorsqu'on examine les différents cas, on s'aperçoit que la force, et les menaces d'emploi de celle-ci, ont été l'instrument favori de la plupart des états en période de crise. Dans la mesure où la guerre reste l'*ultima ratio* de la politique internationale, la puissance militaire demeure effectivement la principale préoccupation de la plupart des états forts.

Le mot *relatifs* se réfère aux gains relatifs, tel que ce terme est utilisé dans l'étude des sciences économiques. En bref, les réalistes pensent que, pour les états, les gains relatifs comptent plus que les gains absolus. Pourquoi ? On ne peut jamais être sûr de la façon dont un état utilisera le gain qu'il retire d'une transaction. Il peut dépenser ses gains sous forme de financement de services destinés à améliorer la vie de sa population. Il peut par contre les dépenser pour entretenir des forces armées puissantes capables de menacer d'autres états, ce qui explique pourquoi, dans la politique internationale, la question n'est jamais « Qui profite ? » mais toujours « Qui profite le plus ?¹⁴ ».

Rappelons-nous le débat acharné qui se déroula aux États-Unis à propos de l'accord du *North American Free Trade Agreement* – NAFTA (libre-échange nord-américain). Le débat ne portait pas sur la question de savoir ce que les États-Unis y gagneraient mais plutôt, du moins chez les opposants, était focalisé sur la crainte de voir le Canada et le Mexique y gagner plus. Les États-Unis craignaient-ils que le Canada ou le Mexique constitue une armée nombreuse pour les menacer ? Bien sûr que non mais le simple fait que des tensions existaient parmi ces pays voisins étroitement liés sert à souligner à quel point il est difficile d'arriver à une coopéra-

tion internationale, même dans un domaine relativement innocent tel que le libre-échange. En définitive, nous pouvons envisager la politique internationale comme une lutte pour la puissance, la coopération et la paix mais cette lutte se définit par l'idée selon laquelle la sécurité de l'état ne doit jamais être affaiblie.

Pour résumer, les réalistes pensent que le système international détermine ce que les états doivent faire en les encourageant d'une façon irrésistible à poursuivre leurs intérêts ou en éliminant ceux qui ne le font pas sans relâche :

Ce... [processus] de sélection naturelle peut s'accompagner d'une lutte d'influence ; l'influence des états qui appliquent les maximes réalistes s'accroît, alors que celle des états qui ignorent les commandements de l'anarchie décline ou disparaît entièrement... Dans la mesure où les pressions liées à la survie imposent des contraintes strictes au comportement des états, nous ne devrions pas nous attendre à voir des caractéristiques internes ou considérations morales affecter sérieusement la conduite des états¹⁵.

Dans un monde de politique réaliste, il peut être inévitable que les nations règlent leurs différends par la force ou la menace de l'employer, en agissant purement dans leur intérêt. En définitive, les états doivent être sur leurs gardes.

Le réalisme et ses critiques

Le réalisme a de nombreux critiques¹⁶. Nombre d'entre eux sont convaincus que le réalisme souffre de limitations intrinsèques dues au fait qu'il ne tient pratiquement pas compte des changements planétaires, un argument qui s'est fait plus incisif avec la fin de la guerre froide. D'autres soutiennent que le réalisme néglige l'importance de l'interdépendance planétaire dans la politique internationale. Ceux qui écrivent sur l'importance de l'interdépendance ont offert des exposés éclairants sur la politique internationale en attirant l'attention sur le rôle des institutions internationales. Ces auteurs, connus sous le nom d'institutionnalistes, insistent sur le rôle médiateur joué par des institutions qui réduisent les coûts de transaction parmi les états et améliorent les perspectives de coopération internationale. Les institutionnalistes aiment citer le développement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord comme un exemple d'institution qui a non seulement accru la coopération entre ses membres mais a également fourni un cadre d'intégration économique et militaire de l'Europe elle-même. Qui plus est, les analyses institutionnelles ont clarifié les relations entre la politique et l'économie internationales, ouvrant une nouvelle voie d'investigation connue sous le nom d'économie politique internationale. Aussi instructives que puissent être les analyses institutionnelles, les réalistes soutiennent que ces auteurs tendent à exagérer les possibilités de coopération internationale parce qu'ils ne comprennent pas le rôle de la survie en tant que raison du comportement des états, ou ont simplifié à

l'extrême la préoccupation à son égard. Les états doivent veiller à leur propre sécurité, non pas parce qu'ils sont avides, égoïstes ou ignobles. Certains états peuvent être tout cela mais cela ne constitue pas une raison suffisante pour les conduire à réfléchir d'abord en termes de sécurité. Ils doivent veiller à leur propre sécurité parce qu'il n'existe aucune autorité capable d'empêcher d'autres états d'employer la violence ou les menaces de violence pour les détruire ou les asservir¹⁷. Cela tend à être minimisé dans les analyses institutionnelles mais reste la préoccupation majeure de la plupart des états.

Une autre série de critiques est adressée par ceux qui pensent que la clé de la réalisation d'un système international pacifique réside dans une modification radicale de l'identité des états ou la transformation de la façon dont ceux-ci pensent à eux-mêmes et à leurs relations avec les autres. Dans l'idéal, en ne se considérant pas comme des acteurs solitaires responsables de leur propre sécurité, les états développeront une philosophie communautaire et un plus grand sens de responsabilité envers la communauté internationale. Bien que cela puisse sembler souhaitable en théorie, cela n'arrivera jamais en pratique parce que l'anarchie et le risque de guerre conduisent tous les états à être motivés dans une certaine mesure par la crainte ou la méfiance, quelle que soit leur composition interne, leurs objectifs ou leurs désirs¹⁸.

Ce dernier point échappe à ceux qui mettent tous leurs espoirs concernant l'humanité dans la démocratie et sont prêts à risquer des vies et de l'argent pour atteindre ces objectifs. La démocratie a eu un impact sur la vie internationale ; elle a à la fois causé et affecté la promotion du capitalisme libéral. Il ne fait aucun doute que la démocratie et le capitalisme de marché se sont répandus dans le monde et la paix apparente régnant parmi les états démocratiques du monde, grands comme petits, constitue « ce qui pourrait se rapprocher le plus d'une loi empirique du comportement international¹⁹ ». En deux mots, les démocraties ne se combattent pas. Pourquoi pas ?

Certains pensent que les institutions nationales protègent des comportements belliqueux des rois ou des empereurs²⁰. Les chefs des états démocratiques, ne serait-ce que par instinct de conservation, tendent à se prémunir contre les guerres risquées parce que leur destin est lié au maintien du *statu quo* ou à l'assurance d'une victoire, ou aux deux. D'autres sont convaincus que les états démocratiques semblent préférer l'arbitrage et le marchandage au combat²¹. En bref, ce n'est pas que les états libéraux préfèrent les échanges à l'invasion, comme le suggère la théorie de l'interdépendance ; mais que leurs chefs préfèrent « les palabres à la bagarre », comme aurait pu dire Churchill.

Aussi convaincantes que puissent paraître ces deux explications, aucune ne capture l'essence de la politique des grandes puissances, pas plus qu'elles ne décri-

vent vraiment ce qu'est une démocratie qui part en guerre. Comme le nota George Kennan, une démocratie se bat sous l'empire de la colère. Elle « se bat pour la bonne raison qu'elle a été forcée de partir en guerre. Elle se bat afin de punir la puissance suffisamment imprudente et hostile pour l'avoir provoquée, en lui donnant une leçon dont elle se souviendra pour empêcher que cela ne se reproduise. Une telle guerre doit être menée jusqu'au bout²² ». Une démocratie se bat également pour se venger, ce qui explique pourquoi ce type de guerre ressemble à une croisade, caractérisé qu'il est par l'emploi de moyens illimités, la recherche d'une victoire totale et des demandes publiques de capitulation sans condition. Les démocraties sont, par-dessus tout, des états et tous ceux-ci ont des intérêts dont le moindre n'est pas la survie. Encore une fois, la paix représente un intérêt pour certains états mais la survie est un intérêt pour tous. Lorsque des intérêts s'opposent, comme c'est souvent le cas, un conflit survient et la guerre est le prolongement de ce processus. C'est la raison pour laquelle la paix qui règne entre les démocraties du monde ne durera pas éternellement.

L'utilité persistante du réalisme

Je me suis concentré jusqu'à maintenant sur la description et l'analyse pour essayer de clarifier la tradition réaliste. La présente section évalue l'utilité du réalisme en termes de formulation des questions persistantes de sécurité en se focalisant sur la guerre, l'intervention, la mondialisation et les droits de l'homme²³.

Dans un monde anarchique, la *guerre* est toujours possible, ce qui explique pourquoi les réalistes la présentent comme un instrument standard, bien que destructeur, de l'art de gouverner ou une continuation de la politique par d'autres moyens. Cette conception peut être attribuée à Clausewitz, qui affirmait que la guerre était le résultat de quelque situation politique : « L'occasion est toujours due à quelque objet politique », écrivit-il. « La guerre est par conséquent un acte politique²⁴ ». Aussi satisfaisante que puisse être l'explication de Clausewitz, la guerre exige souvent plus qu'une justification politique. Elle exige aussi une justification morale. Néanmoins, les réalistes ignorent cet aspect, affirmant qu'il est possible de justifier la plupart des guerres en termes d'intérêts ou d'équilibre des forces. Le principe central de l'équilibre des forces est la stabilité, et non la justice. En fait, les réalistes soutiennent que l'idée même d'une guerre juste pourrait être incohérente. Lorsqu'on y réfléchit, si on adopte la perspective de l'homme d'état, qui présuppose la protection et la préservation de l'état, il semble n'y avoir aucun moyen d'ignorer les exigences de l'intérêt national. Le point suivant vaut d'être examiné : mêmes si les considérations de justice peuvent être réelles et importantes, elles ne sont pas aussi importantes que les exigences de la sécurité. Ce dilemme est admis par

d'autres perspectives morales et politiques mais ce qui fait la particularité du réalisme est la solution qu'il propose. Lorsque les exigences de l'art de gouverner et celles de la justice ne peuvent être réconciliées, les réalistes soutiennent que les dirigeants politiques doivent choisir l'injustice, même si cela veut dire la guerre²⁵.

Laissons les considérations morales de côté. Les réalistes pensent que la stabilité existe dans un système international quand celui-ci reste anarchique, c'est-à-dire sans autorité centrale forte, et que les principales parties prenantes au sein du système restent les mêmes. Si un état menace d'atteindre une position dans laquelle il pourrait dominer les autres, une coalition armée des autres grandes puissances se formera contre lui et une guerre générale s'ensuivra. Les arguments basés sur l'équilibre des forces ne sont par conséquent pas plus solides en faveur de la guerre que de la paix. Ils sont anti-hégémoniques en ce qu'un équilibre des forces s'efforce d'empêcher, par la guerre si nécessaire, la montée d'une seule puissance dominante.

Depuis la fin du dix-huitième siècle, l'équilibre des forces en Europe a changé cinq fois. Au début du dix-neuvième siècle, la tentative napoléonienne d'acquisition de la suprématie se termina à Waterloo, lorsqu'une coalition d'états mit fin à cette ambition en détruisant la Grande Armée. De même, au début du vingtième siècle, le Kaiser contesta l'équilibre des forces en Europe. De nouveau, une coalition d'états combattit désespérément pendant quatre ans pour rectifier la situation. Dans les années 1930 et au début des années 1940, Hitler envahit l'Europe de la Manche aux portes de Moscou. Une fois encore, une vaste coalition combattit pour rétablir l'équilibre des forces. Celui-ci ne fut toutefois pas restauré à la suite de cette guerre. La Russie se retrouva avec la moitié de l'Europe, alors que le reste était prostré devant elle. La tragédie fut que les pays d'Europe occidentale qui s'étaient battus pour vaincre Hitler devaient alors faire face à Staline et le déséquilibre des forces qui en résulta fut la raison pour laquelle commença la guerre froide, qui dura presque 50 ans. Depuis la fin de celle-ci, il y a eu un déséquilibre des forces à l'échelle de la planète. La configuration unipolaire actuelle ne peut pas durer éternellement et fait déjà apparaître des signes de changement avec la montée du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine. La guerre résultera-t-elle de la répartition changeante des forces ? Pas nécessairement. Si le réalisme a raison, un équilibre des forces obligeant les états à prendre les mesures de sécurité appropriées devrait émerger. Sauf tentatives d'hégémonie régionale, le résultat peut être la stabilité.

Bien que de nombreux états soient intervenus dans les affaires d'autres états, les auteurs réalistes ont étonnamment peu de choses à dire sur la question de l'*intervention*. Lorsqu'ils en parlent, c'est généralement sous la rubrique de la non-intervention. La raison en est que les réalistes ont tendance à considérer l'interven-

tion comme une question empirique et non philosophique. Cela étant, les réalistes qui l'abordent de front ont souvent recours aux notions d'autodétermination et de souveraineté développées par John Stuart Mill²⁶.

Nous devons traiter les états comme des collectivités qui s'autodéterminent, qu'ils soient libres ou non, parce que l'autodétermination et la liberté ne sont pas la même chose, du moins d'après Mill. Les citoyens ont le droit de se battre pour obtenir leur liberté et, quand ils luttent et échouent, cela reste de l'autodétermination. Cette conception millienne de l'autodétermination prétend que le peuple a le droit de devenir libre grâce à ses propres efforts et elle va à l'encontre de la nature de l'intervention, en général. La souveraineté, qui définit juridiquement la capacité d'un état de mener ses politiques intérieure et étrangère sans ingérence extérieure excessive, est l'arène dans laquelle les collectivités qui s'autodéterminent se battent pour leur liberté et la gagnent parfois. Il va sans dire alors qu'il y a des choses que la communauté internationale ne peut pas faire pour des états, même si c'est pour leur bien. Dans cette mesure, l'état qui intervient doit apporter la preuve que son ingérence dans la liberté d'un autre est la mieux servie par autre chose qu'un soutien moral.

Il ne s'agit pas d'une question purement théorique car elle est au centre du programme politique du gouvernement actuel²⁷. Pendant les années 1990, les États-Unis furent impliqués dans de nombreuses interventions, dont certaines contredisent clairement les idées traditionnelles de souveraineté. Somalie II reste dans l'esprit de la plupart des Américains, une intervention qui s'est caractérisée par des erreurs : mauvais endroit, mauvais moment et mauvaise raison. Face aux massacres ethniques et aux déplacements de populations qui avaient lieu en Yougoslavie, au Rwanda et au Kosovo, toutefois, l'idée de sauver des étrangers fut mise en avant. S'ajoutant aux attaques du 11 septembre, la question de l'intervention posa de nouveaux problèmes et défis au moment où la politique américaine était en proie à des discussions concernant les actions préventives. Au sein du gouvernement Obama, il y a ceux qui souhaitent voir les États-Unis continuer à jouer un rôle interventionniste actif, alors que d'autres cherchent à s'en éloigner. En formulant l'avenir de l'intervention, le réalisme a quelque chose à offrir aux responsables politiques. Dans les mondes multipolaires, les grandes puissances sont enclines à l'inattention. Dans les mondes bipolaires, la préoccupation est une réaction disproportionnée. Dans les mondes unipolaires, comme celui dans lequel nous vivons actuellement, le problème est la prévention d'une sursollicitation des forces²⁸. Dans les années qui viennent, les États-Unis devront équilibrer le besoin de sécurité et le désir humanitaire de sauver des étrangers. S'ils agissent judicieusement, ils peuvent réduire le risque de sursollicitation des forces et, peut-être, sauver certains étrangers mais pas tous.

Contrairement à ce qui se passe pour l'intervention, les réalistes ont beaucoup à dire sur la *mondialisation*. Au-delà d'un simple changement de politiques économiques, la mondialisation transforme les relations entre les états et remodèle la politique internationale sous nos yeux. C'est du moins ce qu'affirment les mondialistes. On ne peut nier que la mondialisation est en cours. Le commerce international, les voyages et les communications semblent transformer le monde en une foire planétaire où les biens et services sont échangés ouvertement et librement, et la guerre entre les grandes puissances devient de moins en moins probable. Toutefois, alors que les relations économiques internationales pourraient changer, ce n'est pas le cas de la politique internationale.

Nous devons, en gardant ce qui précède à l'esprit, nous demander en quoi la mondialisation influence la sécurité. Signifie-t-elle un renforcement de la paix, comme le prétendent les mondialistes ? Les réalistes concluent qu'il n'en est rien. Pourquoi ? L'interdépendance économique des nations ne peut modifier la nature des relations internationales, qui privilégient le politique par rapport à l'économique. Les mondialistes ne réalisent pas ce fait parce qu'ils ne comprennent pas que la paix internationale, qui est garantie par les grandes puissances, conduit à l'interdépendance, pas à l'inverse²⁹.

La logique est évidente. Si je compte sur vous pour quelque chose d'essentiel comme le pétrole, je suis vulnérable à vos caprices et à vos fantaisies. Plus je deviens vulnérable, plus vous risquez de devenir exigeant. Vous pourriez demander plus d'argent, plus de services ou, si votre produit rend ma position plus forte, la protection. Même si j'étais peut-être prêt à m'en accommoder à court terme, plus la transaction dure, plus je deviens dépendant. En bref, l'interdépendance crée des vulnérabilités. Pour les états, cela représente un jeu dangereux et c'est pour cela qu'il est si difficile de parvenir à la coopération internationale. La leçon immuable à en tirer est simple. La question n'est jamais de savoir si un état tire un profit d'une transaction économique mais toujours de savoir à qui celle-ci profite le plus. En l'absence d'une plus haute instance d'appel, les états prospères se couvriront toujours pour ce qui est de l'interdépendance. Par conséquent, la mondialisation, du moins dans une perspective de sécurité, ne suffira pas à garantir une paix durable.

La plupart des réalistes rejettent l'idée de droits de l'homme comme base de la prise de décisions en matière de sécurité nationale ; cela est largement dû à l'amoralité déclarée du réalisme³⁰. Kennan l'exprima le mieux lorsqu'il écrivit « Le gouvernement est un mandataire, non un mandant. Son obligation principale est de défendre les intérêts de la société du pays qu'il représente, pas les possibles aspirations morales de membres individuels de cette société³¹ ».

Pourtant, même si la survie est la préoccupation principale de tous les états, elle n'est pas toujours la seule. Il est clair que divers intérêts sont parfois en conflit.

Lorsque c'est le cas, il est bon de ne pas oublier que la sécurité est la préoccupation principale mais que les préoccupations morales doivent parfois jouer un rôle important. Il est difficile de justifier la guerre au Kosovo uniquement en termes d'intérêts. Elle pourrait en fait représenter un cas où les intérêts (l'arrêt de l'élargissement d'une guerre en Europe) coïncidaient avec une préoccupation morale (l'arrêt du massacre de civils innocents). L'Afghanistan semble lui aussi appartenir à cette catégorie. Quoi qu'il en soit, il y a des moments où les intérêts et les préoccupations morales coïncident effectivement. Les réalistes le reconnaissent mais, invariablement, insistent vigoureusement sur les limites de l'action internationale. Comme le fit ressortir le débat sur l'intervention, les droits de l'homme sont une préoccupation nationale, pas internationale. Il existe des limites réelles à ce que les états peuvent faire à l'encontre, et en faveur, d'autres états mais cela n'exclut pas nécessairement un soutien moral ou matériel de la défense des droits de l'homme.

La réflexion réaliste et l'avenir de la politique de sécurité américaine

La section précédente a examiné quatre questions persistantes pour tenter d'illustrer la façon dont la réflexion réaliste peut formuler des réponses politiques. La présente section explore quatre problèmes naissants qui sont sûrs de dominer le discours à propos de la sécurité dans les années qui viennent : la contre-insurrection, les révolutions sociales, les armes nucléaires et les transitions de pouvoir.

Sur le marché des idées, celle de *contre-insurrection* jette une ombre considérable mais a une courte durée de vie. Pourquoi ? Les responsables politiques commencent à réaliser que le rendement de l'investissement ne justifie tout simplement pas les coûts. En Afghanistan, après dix ans, des milliards de dollars dépensés et des milliers de vies perdues, l'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Avec un PIB par habitant de 800 dollars, une espérance de vie de 42 ans et un taux de mortalité infantile de 250 pour 1000 naissances vivantes, il apparaît comme l'incarnation de la souffrance. Qui plus est, si les États-Unis devaient rester en Afghanistan pendant dix autres années, ajoutant des milliards de dollars et d'innombrables vies à l'équation, cela créerait un État qui ne surpasserait pas le Pakistan. Il est bon de ne pas oublier que le Pakistan est, à bien des égards, une création américaine. Ce pays commença à recevoir de l'aide américaine en 1954. Au fil des décennies, les États-Unis ont transféré des milliards de dollars au Pakistan, entraînant et équipant ses forces armées et ses services de renseignement. L'objectif de cette activité a un air de déjà vu : « créer un allié sûr doté de solides institutions opérant dans le cadre d'une démocratie moderne et vigoureuse³² ». Pourtant, au bout de presque 60 ans, le Pakistan est l'un des états les plus anti-américains du monde, ce qui est loin des intentions initiales. Cela fait

réfléchir et pèsera lourd dans l'esprit des responsables politiques lorsqu'ils considèrent le gouffre budgétaire, expliquant également que la contre-insurrection est destinée à devenir une chose du passé. Une autre raison est l'assassinat d'Oussama ben Laden. Même s'il représente l'apogée pour les forces d'opérations spéciales, dont le courage et la façon dont elles exécutèrent leur mission ont été rien moins qu'héroïques et extraordinaires, la fin de ben Laden marque le début du retrait américain d'Afghanistan.

Comme pour l'intervention, quand les réalistes écrivent à propos de la contre-insurrection, c'est généralement sous la rubrique « Nous ne devrions pas essayer de recommencer ». Pourquoi ? Dans une perspective pratique, l'expérience américaine de cette sorte de guerre n'a pas été particulièrement heureuse. Le Guatemala, l'Iran, Cuba et le Viêt-Nam ont donné des mauvais résultats et les récents événements ont confirmé cette tendance négative. Contrairement à l'opinion courante, ces « petites guerres » n'ont rien de petit. En termes familiers, leur générosité est capturée par les mots « les cœurs et les esprits », qui signifient « nous pouvons vous sauver si vous nous laissez le faire ». En général, sauver des étrangers est un noble but mais pas nécessairement une bonne politique parce que cela réussit rarement, du moins pas pendant longtemps. Parmi de nombreux cas, seules la Malaisie occidentale et les Philippines sont considérées comme des réussites sans équivoque. Les autres, notamment l'Algérie, l'Indochine et la Namibie, se terminèrent tous moins bien qu'on l'avait imaginé à l'origine³². Avec un tel taux de réussite, la demande de contre-insurrection baissera inévitablement.

Les responsables politiques américains n'ont pas eu à faire face à l'impact politique des *révolutions sociales* depuis un certain temps, dans une large mesure parce qu'elles sont si rares. Une révolution sociale peut être considérée comme une « rapide transformation fondamentale des structures étatiques et de classe d'une société ; [ces révolutions] sont accompagnées et menées à bonne fin par des révoltes partant du bas et réunissant des tendances très variées³⁴ ». Ce qui distingue la révolution sociale est le fait que les changements de structures sociales et politiques se produisent en même temps en se soutenant mutuellement. La France, la Russie et la Chine en sont les exemples classiques mais la dernière fois que les responsables politiques américains eurent à faire face aux suites d'événements cataclysmiques de ce type fut en 1979. Les révolutions au Nicaragua et en Iran changèrent les paysages social, politique et économiques de l'Amérique centrale et du Moyen Orient, tout en dévorant une présidence et en causant une distraction pour une autre. Dans les deux cas, rares furent ceux qui les virent arriver et plus rares encore furent ceux qui savaient comment formuler une réponse. Alors que nous assistons aujourd'hui au déferlement de soulèvements populaires au Moyen

Orient, on ne peut s'empêcher de se demander si des révolutions sociales sont loin derrière³⁵. Le réalisme peut ici se révéler utile.

Nous devons d'abord réaliser qu'on ne peut pas faire grand-chose pour influencer le résultat d'une révolution sociale parce qu'il est si difficile à prédire. Rares étaient ceux qui imaginaient que les Sandinistes allaient renverser le régime dirigé d'une main de fer par Somoza et plus rares encore furent ceux qui virent arriver ou comprirent les événements d'Iran. Dans les deux cas, la politique américaine connut une période de confusion. Au Nicaragua, cela eut pour résultat la guerre malheureuse des Contras et, en Iran, cela conduisit à une longue période d'exclusion et de rejet ; aucune de ces réponses ne produisit un effet stratégique positif de longue durée dans la région concernée. Nous devons ensuite être prêts à traiter avec le gouvernement révolutionnaire tel qu'il est, pas tel que nous voudrions qu'il soit, sans oublier que les politiques d'aujourd'hui peuvent devenir les problèmes de demain. Dans le cas du Nicaragua, cela signifia soutenir une guerre longue et brutale ; dans le cas de l'Iran, cela finit par signifier Saddam Hussein. Ces politiques débouchèrent toutes les deux sur la malheureuse affaire Iran-Contras. Enfin, quel que soit le résultat, nous devons prendre conscience du fait que les révolutions sociales peuvent être de courte ou longue durée et qu'il est impossible de prédire la direction qu'elles prendront. Au Nicaragua, le gouvernement révolutionnaire ne dura qu'un peu plus de dix ans ; en Iran, beaucoup plus longtemps. Dans tous ces cas, la réflexion réaliste obligea les responsables politiques à faire preuve d'humilité : il n'y avait pas grand-chose à faire une fois que la révolution avait eu lieu. Dans le domaine des affaires étrangères, l'humilité est néanmoins une denrée rare mais précieuse.

Dans l'arène nucléaire, les responsables politiques devront apprendre à faire face à la demande croissante d'*arsenaux nucléaires* de taille réduite et sûrs. À cet égard, la Chine, l'Inde et le Pakistan sont la « nouvelle norme » en termes d'arsenaux nucléaires et d'autres états tels que l'Iran surveillent la situation de très près. Dans la plupart des pays nucléaires, il est maintenant de notoriété publique que de vastes arsenaux n'apportent pas grand-chose de plus aux hommes d'état. Comme dans d'autres domaines de rivalité, la loi des rendements décroissants finit par s'appliquer et, dans le cas des armes nucléaires, ce point est atteint rapidement. La possession de quelques armes suffit à assurer une sécurité relative, même vis-à-vis d'un adversaire plus grand et mieux équipé. La conclusion centrale à laquelle ces états sont arrivés après avoir assisté à presque 50 ans de course aux armements pendant la guerre froide est la suivante : les hommes d'état ne sont pas influencés par le nombre réel d'armes que pourrait posséder un état mais ils le sont par l'idée de la simple possession de telles armes par un état. Tous les propos inflexibles échangés par les Russes et les Américains ne signifiaient pas grand-chose quand

il s'agissait de quantités d'armes nucléaires. Ils se lancèrent tous les deux dans une course mais firent machine arrière dès qu'ils purent le faire sans danger. Cela n'a pas été perdu pour les autres.

Il ne sera pas facile de surmonter la résistance bureaucratique à l'idée d'une dissuasion minimum. L'obstacle le plus sérieux réside dans le domaine cognitif³⁶. La dissuasion minimum défie les perceptions de nombreux dirigeants politiques et militaires quant au fonctionnement de la dissuasion nucléaire. Les paradigmes de la guerre froide, caractérisés par une parité numérique et technologique, des armes très nombreuses et des plans très élaborés de guerre anti-forces, représentent les points focaux mentaux autour desquels gravitent les pensées des responsables politiques. Dans leur quête de la cohérence cognitive, ils rejeteront catégoriquement ou ignoreront tout ce qui remet en question leurs perceptions bien établies en matière de dissuasion. Il ne sera pas facile de résoudre ce problème car cela exige des responsables politiques qui prennent le temps d'analyser leurs propres perceptions préexistantes. Le réalisme peut contribuer à créer un cadre dans ce cas. Il convient pour les responsables politiques de ne pas oublier que les politiques de dissuasion à l'époque de la guerre froide n'étaient pas tant basées sur la réalité des signes indiquant la façon dont les dirigeants réagiraient en fait aux menaces nucléaires mais plutôt sur les prévisions quant à la réaction de ces dirigeants, prévisions dérivant des convictions les plus solides des responsables politiques eux-mêmes en matière de dissuasion. En d'autres termes, les notions datant de la guerre froide ne sont pas plus réelles que celles qui lui sont postérieures. On entend en permanence des appels à l'élaboration d'une nouvelle réflexion sur la dissuasion mais cette réflexion se révèle généralement ne pas avoir beaucoup changé. Les états nucléaires les plus anciens sont essentiellement pris dans leurs propres prisons psychiques ; les plus récents ne le sont pas autant et se sont rapidement adaptés. L'ère de la dissuasion minimum est arrivée.

Tout ce qui précède paraît dérisoire par rapport aux effets des *transitions de force* dans le monde. Les effets déjà en cours de la redistribution de la force deviendront plus visibles au cours des 10 à 20 prochaines années. L'équilibre changeant des forces entre les états du monde pose le plus grand problème pour la sécurité des États-Unis, qui sont à cet égard dans une position précaire. Des changements économiques sur une grande échelle, auxquels s'ajoutent les guerres en cours, ont placé les États-Unis dans une position vis-à-vis de leurs rivaux relativement affaiblie par rapport à ce qu'ils étaient il y a huit ans. En termes économiques, les coûts ont été prodigieux, avec des estimations allant jusqu'à trois billions de dollars. En termes militaires, même si les États-Unis atteignent éventuellement leurs buts de guerre actuels, les forces américaines sont moins puissantes qu'elles ne l'étaient en 2000. Les déploiements continus, ainsi que l'usure du

personnel et du matériel qui les accompagne, ont laissé les forces armées américaines dans une situation où elles ont désespérément besoin de reconstitution. Comme le nouveau gouvernement l'a indiqué clairement, ces défis structurels seront difficiles à affronter. Il est encore plus difficile d'essayer de trouver un autre cas qui égale le déclin relatif des États-Unis, dont l'ampleur et la vitesse sont inhabituelles, voire même qui s'en rapproche.

Venant compliquer les choses, il y a les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Bien que les responsables politiques connaissent bien les pays BRIC, rares sont ceux qui ont réfléchi sérieusement aux problèmes qu'ils posent aux dirigeants américains. Ils sont près à devenir les quatre économies dominantes d'ici 2050. Ces quatre pays représentent plus de 25 pourcent de la surface de la planète et 40 pourcent de la population mondiale, avec un PIB combiné de 18,5 billions de dollars environ. Ils représenteraient la plus vaste entité sur la scène mondiale. Bien que ne formant pas une alliance, ils ont pris des mesures pour accroître leur coopération politique, principalement comme moyen d'influencer la position américaine sur les accords commerciaux. Parmi les questions auxquelles sont confrontés les États-Unis, peu sont plus importantes que celles-ci : les États-Unis peuvent-ils réussir à jouer les seconds rôles dans certaines parties du monde ? Si oui, quelles stratégies devraient-ils élaborer pour garantir leur bien-être ?

Au cours des 20 dernières années, les responsables politiques américains ont éprouvé une passion pour la domination. La doctrine militaire, la presse spécialisée et les revues sont parsemées d'idées d'hégémonie planétaire mais l'Amérique n'a jamais été une puissance hégémonique. En fait, l'idée d'hégémonie planétaire est plus illusoire que réelle ; il n'existe aucun exemple dans l'histoire d'une vraie puissance hégémonique à l'échelle de la planète, d'un état régnant sur le monde entier. Leur influence qui s'étend du nord au sud fait des États-Unis une puissance hégémonique régionale mais même en cette qualité, ils devront prendre leurs distances par rapport à leur passion de la domination, en particulier compte tenu de contraintes fiscales pressantes. Ici aussi, le réalisme peut aider. Lorsqu'ils sont confrontés à des transitions de pouvoir historiques à l'échelle planétaire, les états ont le choix entre essentiellement trois solutions : dominer, s'adapter ou se retrancher. Les stratégies de domination tendent à être les plus séduisantes, ce qui explique l'attrait des États-Unis à la fin de la guerre froide pour ce choix. Celles d'adaptation tendent à être efficaces mais ne sont pas aussi populaires parce qu'elles sont basées sur la réalisation du fait qu'on ne peut « gagner ». Cette stratégie a pour objectif non de gagner mais d'obtenir un certain avantage permanent³⁷. Les stratégies de retranchement tendent à être les moins séduisantes mais peuvent être efficaces dans certains cas. La Grande-Bretagne a opéré avec succès un retranchement après la guerre, permettant à l'Amérique d'atteindre de nouveaux sommets, tout

en profitant elle-même des avantages que lui apportait l'hégémonie américaine. Il ne fait aucun doute que cela serait plus difficile pour les États-Unis vis-à-vis des BRIC mais pas impossible. Les pays ont beaucoup en commun sur le plan économique et pourraient forger ensemble un nouvel avenir mais cela dépend en grande partie du renoncement de l'Amérique à son désir de domination.

Conclusions

Accepter les principes du réalisme est un acte d'humilité, une denrée rare mais néanmoins utile dans les affaires internationales³⁸ ». Les responsables politiques américains finiront par y venir, même s'ils le feront à contrecœur. Le réalisme est-il dans notre avenir ? La réponse est oui. Les progrès de la technologie, des soins médicaux et des communications influencent le monde dans lequel nous vivons. La politique internationale n'a pourtant pas changé de manière significative depuis Thucydide. En dépit de l'interdépendance économique, de la mondialisation des transports et de la révolution de l'information, nous vivons dans un monde où les états doivent être sur leurs gardes. Tant que cela reste vrai, les hommes d'état feraient bien de formuler les réponses politiques en termes d'intérêts ; aucune tradition ne le fait mieux que le réalisme. Ce faisant, ils devraient ne pas oublier qu'une politique étrangère basée sur une évaluation réaliste n'est ni morale ni immorale mais simplement une « réponse raisonnée au monde qui nous entoure³⁹ ».

Notes

1. LIZZA, Ryan, « The Consequentialist: How the Arab Spring Remade Obama's Foreign Policy », *New Yorker* 87, no. 11, 2 mai 2011, pp. 44-55

2. Les racines du réalisme remontent aux Grecs et on les trouve dans toutes les politiques européennes contemporaines. On trouve toutefois des éléments de la réflexion réaliste dans diverses cultures du monde entier. Le réalisme n'est donc pas « occidental » en soi. Chose intéressante, les responsables américains ont traditionnellement dédaigné la réflexion réaliste. Woodrow Wilson pensait que la politique d'équilibre des forces faisait partie de l'« ancien monde ». C'est pourquoi il recherchait un « concert de puissances » pour la remplacer. De nombreux responsables politiques américains ont depuis lors suivi l'exemple de Wilson et cherché à rendre « le monde plus sûr pour la démocratie ».

3. Alors qu'il est vrai que le concept de l'état est différent du nôtre, les citoyens des cités grecques jouissaient de droits et de libertés qu'on ne trouvait pas facilement dans le reste du monde antique, des droits tels que ceux de vote, de réunion et de propriété, ainsi que celui d'approfondir leur savoir scientifique, pour n'en citer que quelques uns. C'est la raison pour laquelle l'Athènes impériale reste l'archétype de la vie démocratique contemporaine.

4. Les auteurs réalistes et les formes de réalisme ne manquent pas. L'argument classique est d'abord présenté par Thucydide, Thomas Hobbes et Nicolas Machiavel. L'argument théologique l'est par Reinhold Niebuhr et Herbert Butterfield. Nicholas Spykman et A. T. Mahan représentent l'école géopolitique. La version moderne apparaît d'abord avec Hans Morgenthau, E. H. Carr et George Kennan. L'école britannique s'exprime le mieux dans les travaux de Martin Wight et Hedley Bull. L'argument contemporain est exprimé par Kenneth Waltz, Robert Gilpin, John Herz, Robert Tucker, Robert Osgood, Colin Gray et John Mearsheimer. Parmi les critiques les mieux disposés, le plus vigoureux est Jack Donnelly.

5. THUCYDIDES, *History of the Peloponnesian War*, trans. Rex Warner, Londres : Penguin Books, 1972, p. 245.
6. Voir WALTZ, Kenneth N., *Man, the State, and War*, New York : Columbia University Press, 1954, 2001, chapitre 2.
7. Le contrôle des armements n'en est qu'un exemple.
8. WALTZ, Kenneth reste le réaliste moderne le plus en vue. Son livre *Theory of International Politics*, New York : McGraw-Hill, 1979 domina les débats dans le domaine des études internationales dans les années 1980 et jusque dans les années 1990. Bien que ce domaine ait évolué dans d'autres directions intéressantes, Waltz reste une force avec laquelle il faut compter.
9. HERZ, John H., *The Nation-State and the Crisis of World Politics: Essays on International Politics in the Twentieth Century*, New York : D. McKay, 1976, p. 10. Bien que Waltz soit souvent cité comme le père du « réalisme structurel », c'est HERZ, John qui le premier écrivit à son propos. Son ouvrage *Political Realism and Political Idealism: A Study in Theories and Realities*, Chicago : University of Chicago Press, 195 reste une référence pour quiconque s'intéresse à la politique internationale.
10. Voir BULL, Hedley, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, New York : Columbia University Press, 1977, pour une excellente illustration de cette relation.
11. La citation provient du premier ouvrage de WALTZ, *Man, the State and War*, op. cit. Publié pour la première fois en 1954 et récemment réédité, il donne un aperçu général de l'argument de base autour duquel les études sur la guerre et la paix continuent de s'articuler.
12. Certains critiques aiment parler en termes de valeurs plutôt que d'intérêts. Leur objectif, je suppose, est de définir le débat sur la motivation des états en termes de préoccupations normatives plutôt que matérielles. Rien n'est toutefois plus normatif que penser à la sécurité en termes de survie. En outre, rares sont les états, si même il y en a, qui poursuivent des intérêts qu'ils considèrent « sans valeur ».
13. Waltz fait maintes fois cette remarque et elle se répercute dans tous ses écrits : « J'ai bâti la théorie des structures sur l'hypothèse selon laquelle la survie est l'objectif des états » (« Evaluating Theories », *American Political Science Review* 91, no. 4, décembre 1997, p. 913. « Le motif de survie est considéré comme la raison d'agir ». « Par hypothèse, les acteurs économiques cherchent à maximiser les rendements attendus et les états s'efforcent d'assurer leur survie ». « Je présume que les états cherchent à garantir leur survie » (*id.*, pp. 92, 134, 91).
14. WALTZ, *Theory of International Politics*, chap. 7, « Structural Causes and Economic Effects ».
15. LUMSDAINE, David, *Moral Vision in International Politics: The Foreign Aid Regime, 1949–1989*, Princeton : Princeton University Press, 1993, pour une illustration et une critique excellentes de ce raisonnement.
16. Le libéralisme pourrait lui-même être considéré comme une critique du réalisme ou une réponse optimiste au pessimisme réaliste.
17. Voir GRIECO, Joseph M., « Anarchy and the Limits of Cooperation: A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionalism », *International Organization* 42, n° 3, été 1988, pp. 485–507.
18. Voir MEARSHEIMER, John, « The False Promise of International Institutions », *International Security* 19, n° 3, hiver 1994/95, pp. 5–49.
19. LEVY, Jack fait cette observation dans « The Causes of War: A Review of the Evidence », in *Behavior, Society and Nuclear War*, sous la direction de Phillip E. Tetlock et al., New York : Oxford University Press, 1989.
20. La bibliographie sur la démocratie et la guerre est volumineuse. Pour l'argument philosophique, voir DOYLE, Michael, « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs, Parts I and II », *Philosophy and Public Affairs* 12, n° 3, été 1983, pp. 205–35, pp. 323–53. Pour une explication quantitative, voir RUMMEL, Rudolph J., « Libertarianism and International Violence », *Journal of Conflict Resolution* 27, n° 1, mars 1983, pp. 27–71. Pour un exemple de l'explication structurelle, voir MORGAN, Clifton T. et CAMPBELL, Sally, « Domestic Structure, Decisional Constraints, and War: Why Kant Democracies Fight », *Journal of Conflict Resolution* 35, n° 2, juin 1991, pp. 187–221.
21. De même, voir RUSSETT, Bruce, *Grasping the Democratic Peace*, Princeton, New Jersey : Princeton University Press, 1993.
22. KENNAN, George, *American Diplomacy*, Chicago : University of Chicago Press, 1951, p. 66.
23. Les questions examinées ici le furent à l'origine par Jack Donnelly. Mon intention n'est pas de réfuter son interprétation ni ses conclusions mais simplement de les actualiser et de les élargir. Voir DONNELLY, « Twentieth

Century Realism », in *Traditions of International Ethics*, sous la direction de Terry Nardin et David Mapel, Cambridge, Royaume Uni : Cambridge University Press, 1992.

24. VON CLAUSEWITZ, Carl, *On War*, ed. and trans. Michael Howard et Peter Paret, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1976, pp. 86–87.

25. DONNELLY, « *Twentieth Century Realism* », op. cit. p. 101.

26. Les meilleurs arguments modernes à propos de la non intervention restent ceux de WALZER, Michael in *Just and Unjust Wars*, 3^e édition, New York : Basic Books, 1977. Bien que n'étant pas précisément un réaliste déclaré, Walzer présente à ma connaissance les arguments réalistes les plus solides.

27. LIZZA, « *The Consequentialist* ».

28. Ce thème se répercute dans tous les écrits réalistes, en particulier ceux de Waltz, de Gilpin et de l'historien Paul Kennedy.

29. Encore une fois, ce thème se répercute dans tous les écrits de Waltz, de Gilpin et d'autres.

30. Dans le débat sur les droits de l'homme, il en est qui pensent que ceux-ci sont universels, c'est-à-dire qu'ils peuvent s'appliquer à tous les êtres humains en raison du fait qu'ils sont humains. D'autres pensent qu'ils sont relatifs, c'est-à-dire que ces droits sont culturellement relatifs pour les différentes sociétés rencontrées dans le monde. Récemment, dans une large mesure en réaction au relativisme culturel, certains réalistes se sont rangés aux côtés de ceux qui soutiennent l'universalité des droits de l'homme. Ils ne préconisent toutefois pas l'intervention comme remède aux violations des droits de l'homme. Ils restent au contraire fidèles aux principes d'autodétermination et de souveraineté.

31. George Kennan fut l'un des principaux praticiens américains du réalisme, ainsi que l'un des auteurs les plus prolifiques sur le sujet. Architecte de la politique d'endiguement, Kennan est vénéré comme ayant été l'un des rares intellectuels qui exercèrent réellement une influence profonde sur la politique étrangère. Son ouvrage le plus important sur la politique internationale reste *American Diplomacy*.

32. WRIGHT, Lawrence, « The Double Game », *New Yorker*, 16 mai 2011, p. 91.

33. Je remercie mon collègue James Kiras, PhD, pour cette information.

34. SKOCPOL, Theada, *States and Social Revolutions*, Cambridge, Royaume Uni : Cambridge University Press, 1979, p. 4. Ouvrage de Skocpol, ainsi que *Social Origins of Dictatorship and Democracy* de MOORE, Barrington, Boston : Beacon Press, 1967, restent des ouvrages emblématiques du genre.

35. Je remercie Mary Hampton, PhD, pour cette observation.

36. Voir OLSEN, Jeremy, « *The Best Defense: Making Maximum Sense of Minimum Deterrence* », thèse non publiée soutenue à School of Advanced Air and Space Studies, 2011.

37. Je remercie mon ami et collègue Everett Dolman, PhD, de m'avoir fait comprendre l'importance de cette idée.

38. Je remercie enfin Jack Donnelly de m'avoir encouragé à réfléchir sur les rapports entre réalisme et droits de l'homme. L'attention désintéressée qu'il accorde à ses étudiants reste le modèle que je m'efforce d'imiter. Voir *Realism and International Relations*, Cambridge, Royaume Uni : Cambridge University Press, 2000, pour le traitement bienveillant et définitif de la tradition réaliste et *Universal Human Rights in Theory and Practice*, Cornell, New York : Cornell University Press, 1989, pour un traitement identique des droits de l'homme.

39. WALTZ, *Man, the State, and War*, p. 238.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp